



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 7, n°1 | Avril 2016

Analyse institutionnelle des paiements pour services environnementaux

Philippe Pelletier, 2015, *Climat et capitalisme vert*, Éditions Nada, 150 pages

Anahita Grisoni



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11261>

DOI : [10.4000/developpementdurable.11261](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11261)

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Anahita Grisoni, « Philippe Pelletier, 2015, *Climat et capitalisme vert*, Éditions Nada, 150 pages », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 7, n°1 | Avril 2016, mis en ligne le 11 avril 2016, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11261> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.11261>

Ce document a été généré automatiquement le 24 septembre 2020.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Philippe Pelletier, 2015, *Climat et capitalisme vert*, Éditions Nada, 150 pages

Anahita Grisoni



- 1 *Climat et capitalisme vert*, publié en 2015 aux éditions Nada, est une attaque frontale du traitement international de la question climatique par Philippe Pelletier, défini par l'éditeur comme « géographe libertaire ». Les quelques 150 pages qui composent l'ouvrage ont pour objectif très clair de dénoncer la production d'un discours international naturalisant sur le « réchauffement climatique ». La première partie « Le

climat par les fait » se charge de déconstruire les conditions de production de ce discours au GIEC – choix de l'expertise internationale ; prévalence des informaticiens sur les géographes et les climatologues ; réduction du protocole scientifique à la seule modélisation à des fins projectives ; exposition des conséquences à court terme plutôt que des causalités ; soumission absolue des experts aux forces politiques. Examinant un par un plusieurs cas de figure de changements socio-écosystémiques dus à des modifications drastiques du climat et du milieu, l'auteur réfute en géographe les explications liées au simple « réchauffement », présenté comme une causalité universelle. La seconde partie, « La nouvelle géopolitique du climat », tend à réintroduire la complexité des contextes sociopolitiques et économiques induisant les catastrophes dites naturelles et les solutions qui sont envisagées. Elle fait émerger la thèse de l'instrumentalisation politique de cette question, réduite à l'une de ses manifestations, au profit d'une concurrence avide entre les nations et les sources d'énergie qu'elles exploitent afin de faire fonctionner des sociétés toujours plus industrialisées. À travers l'histoire de l'émergence du club de Rome, Philippe Pelletier pointe le problème que pose la « nature sauvage », considérée à travers un prisme apolitique et montre comment ce groupe d'entrepreneurs organise le passage de l'usage des énergies fossiles au nucléaire. Dès lors, le réchauffement climatique apparaît comme un récit justifiant le passage à une forme de transition écologique, à partir de laquelle l'élite de la gouvernance mondialisée construira le principe du « développement durable ». Si l'issue de la concurrence entre les lobbies du pétrole et ceux du nucléaire demeurerait incertaine, le choix définitif de l'option mercantile, quant à lui immuable, se met en place dans ce nouveau cadre international à travers les quotas, véritables « permis à polluer ». Il perpétue ainsi l'idéologie de la croissance et de la rareté au profit d'une minorité toujours plus réduite, tout en mettant « l'humanité » – cet universalisme – au pied d'une égalité fictive. La troisième partie, « Place à une autre réflexion », propose un traitement décalé, car non écologiste du rapport des sociétés modernes à leurs milieux, à qui il entend donner sa nature politique.

- 2 Maniant une plume virulente et critique, Philippe Pelletier provoque. Ce livre à thèse, stimulant, mais forcément polémique, pose question quant aux intentions de son auteur. Faut-il pour autant considérer l'écologie comme un seul bloc ? Est-ce que les utopies sociales qui l'avaient précédée avaient déjà fourni toutes les critiques possibles du capitalisme et de son mode de gouvernement ? Les premières pages du livre semblent à toute première vue planter un décor résolument climato-sceptique. D'autres, plus loin, brossent un portrait rapide du mouvement écolo, ramené à ses seuls fondements conservateurs qui, s'il est vrai qu'ils existent, sont immergés dans un ensemble politique vaste et bariolé. Plus loin encore, l'auteur mentionne ces autres courants de l'écologie dite radicale (p.71 et 115), étouffée par l'impact médiatique du club de Rome. Car Bertrand de Jouvenel et autres hommes d'affaires européens qui le composent font certes partie des fondateurs de l'écologie, mais d'une écologie basée sur une élite libérale ayant accès à la prise de parole et de décision. A juste titre, Philippe Pelletier dénonce cette organisation comme une « réunion d'adeptes de la mondialisation économique libérale ». Or, on ne saurait réduire l'écologie politique à cet événement, qui apparaît davantage comme la redéfinition d'une stratégie colonialiste du marché par des « techno-bureaucrates européens » que comme une refonte radicale aux ressources du milieu. D'autres entrées, comme le champ scientifique né de la géographie critique, de la *political ecology* américaine et celui des

subaltern studies font, par exemple, la part belle aux *grass-roots movements* et aux mouvements des sans-terres, où problématiques sociales et environnementales se fondent dans une critique politique d'ensemble.

- 3 Au-delà de cette volonté polémique, Philippe Pelletier est un fervent passeur de la pensée d'Elisée Reclus, où se mêlent critique de l'usage des ressources et remise en question de la violence de l'état centralisé. C'est au réductionnisme de la pensée scientifique, aux croyances véhiculées par l'écologie bien-pensante, que s'en prend l'auteur, et non pas au constat de l'urgence sociale et écologique. La description du club de Rome fait tristement penser à la mascarade de la COP21. La sortie du livre a eu lieu à point nommé : à l'heure où on l'imprimait encore, en décembre, à Paris, manifester pour une autre vision du monde, celle qui change le système, pas le climat, était considérée comme un délit. L'ouvrage est une quête, celle d'un scientifique qui cherche à comprendre les causes sociales de cette inertie. Il est aussi un manifeste : celui de l'interprétation de l'écologie, nouvelle venue dans le paysage politique, par un membre du courant libertaire. Sa formation intellectuelle induit un regard sans complaisance, sur une question qu'il traite comme une forme d'agitation politique, entravant le changement social. Comme toutes les tentatives de politisation de l'écologie, même partielles, mêmes brutales, ce livre est urgent pour la cause écologiste elle-même. Il ne suffit pas de penser s'extraire de l'économie de marché en se « changeant soi-même » ou en voulant la « réformer de l'intérieur ». Il est nécessaire de mettre cette idéologie plurielle et multiforme en débat, à la lumière d'autres, plus anciennes et pourtant toujours aussi nouvelle. Toutes les critiques du capital sont nécessaires.

AUTEUR

ANAHITA GRISONI

Anahita Grisoni est sociologue. Elle est chercheuse contractuelle au CNRS, dans l'UMR 5600 Environnement, Ville, Société de l'université de Lyon. Elle coordonne l'axe deux Développement Durable du programme de recherche franco-allemand Saisir l'Europe. Ses travaux portent notamment sur les mouvements sociaux écologistes s'opposant aux grands projets d'aménagement.